LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Paraît le mercredi • 11 septembre 1968 | N° 8

Le socialisme est-il à Prague ou à Moscou ?

(Voir page 3)

TCHECOSLOVAQUIE

Y aura-t-il un second acte ?

DEUX semaines après la signature des « accords », rien n'est réglé en Tchécoslovaquie. Militaires et blindés russes stationnent toujours dans Prague : la presse et la radio soviétiques s'impatientent de la lenteur apportée par les Tchèques à l'application des « accords ».

Les affiches et graffitis, insupportables aux troupes d'occupation, ont pourtant disparu des murs de la capitale tchécoslovaque mais, pour la presse de Moscou, la « normalisation » de la situation passerait par « l'élimination » de ce qu'elle appelle les éléments anti-révolutionnaires et qu'elle estime au nombre de 40.000.

Si Dubcek et Cernik ont capitulé partiellement devant Moscou, ils ne peuvent se renier totalement et s'auto-détruire en acceptant d'emprisonner ceux-là même qui les ont soutenus dans leur politique de distance vis à vis de l'U.R.S.S. Ils ne peuvent, non plus, expliquer aux Tchèques et surtout les en convaincre, comme le voudrait Moscou, que le gouvernement soviétique de Brejnev est leur meilleur ami.

En fait, les « accords » signés à Moscou permettaient aux dirigeants russes de marquer le pas sans perdre complètement la face. Que Dubcek et Cernik aient fait acte d'allégeance à Moscou en signant ces « accords », cela ne pouvait tout au plus engager qu'eux-mêmes, et les conditions dramatiques qui les amenèrent à signer ne pouvaient laisser aucune illusion aux dirigeants russes sur la spontanéité d'un tel geste. De toutes façons, il ne pouvaient, d'un trait de plume, rayer de l'existence tous ceux qui refusaient un régime dictatorial et qui aspiraient à un régime démocratique. Dubcek et Cernik pouvaient obtenir de la population tchèque qu'elle renonce à certaines manifestations et extériorisations de ses sentiments dans la rue, mais il n'était pas en leur pouvoir, même s'ils l'avaient voulu, d'obtenir de la population qu'elle applaudisse les occupants.

Les « accords » permettent à Moscou de gagner du temps. Mais si le peuple tchécoslovaque en est réduit à une résistance passive et à une existence de prisonnier en liberté surveillée, les dirigeants russes ne sont pas au bout de leurs peines pour autant, car malgré le désir qu'ils ont d'anéantir ceux qui s'opposent à leur volonté, la victime ne se laisse pas étrangler sans rien dire. Et c'est pourquoi la situation actuelle ne peut être une situation stable.

En occupant en une nuit la Tchécoslovaquie le gouvernement soviétique avait un des atouts en main. Il comptait présenter au peuple tchèque et à l'opinion mondiale des hommes d'Etat tchèques, qui, au nom de la Tchécoslovaquie, auraient béni cette intervention. Il n'y en a pas eu jusqu'à présent.

La résistance tchèque est entière, pour Moscou rien n'est donc réglé.

Il est difficile de savoir ce que les dirigeants du Kremlin peuvent faire ou ne pas faire dans une telle situation. Le passé tout récent et lointain a bien montré, au moins que ce n'était ni l'opinion des peuples qui les gênait, ni l'ignominie d'une intervention militaire, ni même l'absence de solution « politique », comme l'a montré leur échec à trouver des dirigeants tchèques qui les soutiendraient.

Une chose est cependant claire : la situation actuelle n'est qu'une étape, très instable et forcément très brève.

Les dirigeants de Moscou ont incontestablement essuyé un échec politique en ne trouvant pas, en Tchécoslovaquie, une seule voix pour les soutenir et un seul homme pour appuyer leur politique.

Ils ont trouvé Dubcek, certes, pour imposer au peuple tchèque les conditions du diktat baptisé « accord ». Mais Dubcek n'a pu obtenir l'accord de la population que parce qu'il a pu la convaincre que toutes les mesures prises n'avaient que pour but le départ des troupes russes. Un grand nombre de mesures sont prises, certes, mais toutes avec le même caractère apparent de provisoire et en tout cas de mesures prises, et acceptées par la population, sous la contrainte des Russes. A tel point que même les « conservateurs » du Parti et du Gouvernement éprouvent le besoin de se justifier publiquement de ce qu'ils craignent que l'opinion publique prenne pour de la « collaboration ».

Incontestablement, si les Russes se contentent de la situation actuelle, s'ils tiennent parole et évacuent leurs troupes, mêmes s'ils laissent quelques contingents aux frontières, le petit peuple tchécoslovaque aura finalement vaincu son agresseur grâce à sa volonté unanime et à son courage. Après l'occupation, il retrouverait ses forces intactes, et ses espoirs et aspirations sortiraient renforcées et grandis de cette dure épreuve, tandis que sa jeunesse en sortirait aguerrie et trempée. La Russie pourrait imposer au Gouvernement tchécoslovaque que la presse officielle ne publie aucune critique, aucune opinion, gênant les gouvernants russes, elle pourrait imposer que la diplomatie tchèque soit calquée comme par le passé sur celle de la Russie, elle pourrait encore imposer, qu'au point de vue économique et militaire, le pays reste dans l'orbite soviétique, mais celà ne serait que superficiel et, à l'intérieur du pays, dans les cafés, dans les bureaux, dans les usines, les universités ou les campagnes, le peuple tchèque n'en continuerait pas moins à penser, à vivre et, dans une large mesure, à s'exprimer et à agir en fonction de ses souhaits. Comme nous le disions par ailleurs, ce qu'il exprimerait ce sont probablement des sentiments nationalistes, mais c'est son droit. Rien ne prouve que le prolétariat s'exprimerait et s'organiserait de façon indépendante des autres classes pour transformer le pays dans un sens socialiste .. mais ce n'est pas la dictature de Novotny ou des chars russes qui le lui permettraient plus.

(Suite page 3)

BUDGET 69 : UNE DECLARATION DE GUERRE AUX TRAVAILLEURS

(Voir page 5)

VERS UN REGROUPEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

RÉAPPRENDRE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

(Voir page 4)

Enterrement des 3 militants des « Panthères noires » assassinés à Los Angelès début août. Les « bérets marron » à gauche sont des mexicains. Les Panthères à droite, ont des bérets noirs.

(Photo " The Militant ").

AUX U.S.A. : LE PROCÈS DES "PANTHÈRES NOIRES"

(Voir page

Les répercussions en France de l'affaire tchécoslovaque

Le malaise du PCF

LA position arrêtée par la direction du P.C.F. à propos de l'affaire tchécoslovaque est bien loin de recueillir l'approbation de tous les membres du parti.

Nous ne savons certes pas ce qui se passe exactement dans les instances supérieures et ce qu'il peut y avoir de vrai dans les divisions prétendues au sein du bureau politique ou du Comité Central. Les seuls reflets d'éventuelles dissensions à ce niveau ont été l'incartade de Garaudy et celle, un peu moins voyante, d'Aragon.

Mais à la base, dans les entreprises, dans les quartiers, le malaise est certain. L'insistance d'ailleurs de « l'Humanité » à publier motions d'approbation après motions de soutien en serait une preuve suffisante. Un certain nombre de militants « désapprouvent » ou « réprouvent » à leur tour. Mais cette fois ce n'est pas l'intervention russe mais la désapprobation de leur parti devant cette intervention.

Car, si au sommet les seuls opposants déclarés sur la question sont ceux qui auraient voulu une condamnation plus ferme, à la base, au contraire, c'est la condamnation de l'U.R.S.S. qui étonne, bouleverse ou stupéfie.

Cela s'explique sans doute d'abord par les habitudes ancrées chez les militants par de nombreuses années de fidélité inconditionnelle à la politique de la bureaucratie russe. Formés, éduqués, accoutumés à considérer l'U.R.S.S. comme la patrie du socialisme et à accepter tous les tournants de sa politique, il n'est pas étonnant qu'une partie d'entre eux acceptent difficilement la critique faite aujourd'hui par Waldeck Rochet.

Mais, de plus, l'affaire tchécoslovaque survient quelques semaines seulement après la crise de mai et juin en France même. Et du coup le malaise et l'opposition d'aujourd'hui ne font que continuer ceux d'hier.

Car les militants enclins à justifier l'U.R.S.S. malgré leur propre parti ne sont pas seulement, comme on pourrait s'y attendre, les endurcis, blanchis sous le harnais du stalinisme. Un certain nombre aussi sont de ceux qui, sans aller jusqu'à adopter le point de vue des « gauchistes » durant les événements de mai, ont senti plus ou moins confusément que la politique de la direction de leur parti n'était nullement à la hauteur des circonstances.

Aujourd'hui, rendus méfiants par leur propre expérience, et une expérience récente, ils ont tendance à contester la prise de position de cette même direction à propos de la Tchécoslovaquie, interprétée par eux comme une nouvelle concession à Mitterand et consorts.

Cela leur est d'ailleurs d'autant plus facile que la position du P.C.F. est ambiguë et illogique. Comment peut-on trouver positif un « accord » imposé par une intervention militaire que l'on estime injustifiée ? La presse bourgeoise et aussi tout particulièrement Guy Mollet ne se sont pas fait faute de relever la contradiction.

Les réponses de la direction du parti ont été bien embarrassées. Elle ne peut évidemment pas donner la vraie raison de sa position qui est de tenter de donner un gage à la bourgeoisie française, le gage qu'elle fait passer les intérêts « nationaux » avant ceux de l'U.R.S.S.

Les mauvaises raisons de Waldeck Rochet ne font pourtant pas que Brejnev en ait de bonnes pour lancer ses tanks sur Prague. En essayant de mettre leur espoir en la bureaucratie russe et de se raccrocher à elle, les militants du P.C.F. déçus par leur propre direction ne s'ouvrent guère de perspectives. Waldeck Rochet est le produit direct de la politique de cette même bureaucratie et de l'état où elle a réduit ce qui fut jadis le mouvement communiste international.

Mais le malaise actuel du P.C.F., les militants qu'il atteint, et la conscience qu'ils en prennent, de même que la manière dont ils l'expriment, montrent que la décomposition du stalinisme, inéluctable à longue ou brève échéance, ne se fera sans doute pas d'une manière simple.

Le chemin qui mènera un certain nombre de militants du stalinisme à une position consciemment révolutionnaire n'est ni droit ni parfaitement prévisible. Il dépend du contexte et des raisons immédiates des crises que traversera le P.C.F. Et il faut bien s'attendre à ce que les militants ou les groupes qui s'éloigneront du parti aient au départ, et peut-être pour longtemps, des positions confuses et contradictoires.

Les marxistes-léninistes (prochinois) qui font une critique complète de la politique réformiste actuelle du P.C.F., tout en se réclamant de Staline qui fut le promoteur à l'échelle mondiale de cette même politique, en sont un exemple.

Mais l'opposition actuelle au sein du P.C.F., aussi confusément qu'elle se traduise dans la tête de certains militants et quels que soient ses aspects négatifs repose sur la contradiction fondamentale qui existe entre la politique réactionnaire menée par le parti d'une part et sa base sociale et les idéaux révolutionnaires dont il se réclame d'autre part. Le malaise d'aujourd'hui est encore faible. Il est pourtant le symptôme d'un mal incurable.

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

Quand Guy Mollet défend la liberté des peuples

Ici, ce sont des chars français à Suez en 1956, sous un gouvernement G. Mollet.

(Photo U.P.I.)

ON connaissait mal l'intransigeance qui est celle de la S.F.I.O. et de Guy Mollet son secrétaire général lorsque la liberté d'un peuple est en jeu. Elle s'est révélée pourtant à l'occasion de l'intervention des troupes russes en Tchécoslovaquie. Poussés par ce noble sentiment ils ont, dans un communiqué publié jeudi dernier, tout à la fois stigmatisé une nouvelle fois l'attitude de l'U.R.S.S., condamné celle du P.C.F. qui trouve positif « l'accord » de Moscou, sommé Waldeck Rochet de choisir entre la fidélité inconditionnelle à Moscou et l'union de la gauche française, et retiré leur participation à l'Association France-U.R.S.S. Ils n'hésitent pas, on le voit, à aller aux mesures extrêmes.

Quel dommage que les Socialistes et leur secrétaire général n'aient pas éprouvé les mêmes sentiments lorsqu'au gouvernement, en 1956, ils commandaient l'expédition de Suez ou accentuaient la répression contre le peuple algérien. Mais alors les légionnaires qui patrouillaient dans les Aurès ne portaient pas « atteinte à la liberté d'expression et à l'indépendance d'un peuple ». Les commandos parachutistes qui fondaient sur le canal égyptien n'étaient pas une chose « manifestement contraire aux aspirations de la quasi-totalité des populations intéressées ».

Les hypocrites fripouilles, qui s'intitulent encore socialistes sans doute par dérision, ne manquent vraiment pas de toupet. Comment osent-elles donc se faire juge en la matière, elles qui ont accepté, couvert, ordonné les principales opérations militaires de ces vingt dernières années de l'impérialisme français ? Comment un Guy Mollet, dont le passage au gouvernement a fait le symbole du colonialisme français, a-t-il encore le front de se faire le héraut de la libre détermination des peuples ?

L'hypocrisie des dirigeants russes qui écrasent la liberté en Tchécoslovaquie au nom du communisme donne certes la nausée. Mais celle des ex-ministres français qui les condamnent au nom du socialisme fait vomir.

Car Guy Mollet et consorts se soucient sans doute autant du socialisme et de la liberté tchécoslovaque que de leur premier bulletin de vote. Et les larmes de rage des Praguois devant les blindés russes ne les empêchent pas davantage de dormir que les cris des résistants algériens torturés par les troupes françaises ne le firent à une autre époque.

Mais l'affaire tchécoslovaque était une bonne occasion pour refaire les calculs politiques à la petite semaine ou se relancer dans les sombres machinations de couloir qui constituent depuis tant d'années la cuisine politique de nos maitres S.F.I.O.

Ce communiqué vengeur est-il l'œuvre de la tendance Defferre qui a vu là l'occasion de marquer un point contre le secrétaire général à qui elle reprochait de trop se rapprocher du P.C.F. ?

Est-ce le début d'une vaste campagne du sieur Mollet visant à tourner de Gaulle sur sa droite en se faisant plus anti-communiste que lui et en allant même reprendre le vieux slogan de la collusion de fait entre l'Elysée et Moscou ?

S'agissait-il, au moment où Guy Mollet propose la transformation de l'actuelle Fédération de la Gauche en un véritable parti démocrate socialiste, de donner des gages aux Radicaux de M. Billières pour qu'ils acceptent de tenter une aventure à laquelle ils se montrent jusque-là hostiles ?

Ou tout simplement nos hommes de gauche ont-ils vu là une occasion de réaffirmer à la bourgeoisie française que si les nécessités électorales les amènent à faire alliance avec le P.C.F. ils n'ont nullement succombé pour cela au charme de Waldeck Rochet et sauraient le laisser ou le remettre à sa place dans les circonstances plus sérieuses que les consultations électorales ?

On peut hésiter à choisir entre ces différentes raisons qui peuvent mouvoir nos politiciens. Elles s'entremêlent peut-être toutes ici.

Mais quelle que soit celle qui a pu être fondamentale, son caractère mesquin et sordide est bien au niveau d'hommes politiques pour qui l'oppression d'un peuple est un aimable prétexte pour défendre leurs intérêts de boutique... quand ils ne la justifient pas parce qu'ils en sont directement responsables.

les remous au Congrès des Trade-Unions :

UNE TENTATIVE POUR SAUVER LA FACE

LE Congrès des Syndicats Britanniques (T.U.C.) fête cette année son centenaire dans une atmosphère quelque peu surchauffée. L'opposition des travailleurs aux mesures antisociales du gouvernement travailliste, a fini par obliger des dirigeants du T.U.C., tels le secrétaire de la Fédération des Transports, Frank Cousins, et celui de la Métallurgie, Hugh Scanlon, à prendre position.

Le fait est que la rébellion, si vraiment rébellion il y a, peut être lourde de conséquences. En effet, le parti travailliste doit son existence, ses ressources financières et ses électeurs en grande partie aux trade-unions. Créé en 1906 sur l'initiative des trade-unions, le parti travailliste y fut, de tout temps, très lié. Actuellement encore, il perçoit des cotisations collectives des trade-unions, et plus d'une centaine de députés travaillistes ont été élus sur des listes patronées par les syndicats. En contrepartie, depuis que Wilson est au gouvernement, les trade-unions ont toujours été de fidèles supporters des mesures anti-sociales, respectant notamment les augmentations de salaires limitées à 3 % par an, et s'engageant à ne pas faire de grèves qui iraient à l'encontre des mesures gouvernementales. Cousins et Scanlon bien entendu se faisaient aussi les porte-parole de cette politique.

Or, de plus en plus au sein des trade-unions, les mesures de Wilson étaient contestées. Au dernier congrès, la majorité avait été acquise de justesse en faveur de la limitation à 3 % des augmentations de salaires. Cette fois-ci une discussion a porté sur l'égalité des salaires masculins et féminins et la majorité s'est prononcée en faveur de l'égalité. Premier acte de rebellion... mais qui n'allait pas loin puisque immédiatement après une motion condamnant la politique économique de Wilson était rejetée.

Car les bureaucrates syndicaux, même Outre-Manche, ont l'épiderme bien peu sensible. Le mécontentement de la classe ouvrière a atteint un point tel qu'ils ne pouvaient décemment l'ignorer tout à fait ; donc, ils s'en sont fait l'écho. Mais c'eût été trop leur demander que d'être logiques avec eux-mêmes et de prendre résolument en mains la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Certes, Frank Cousins a menacé de lancer une grève illimitée des transports à partir du 23 septembre. S'il le fait, c'est la rupture ouverte avec Wilson. Mais alors ce sera contraint et forcé, pour sauver la face et garder ce qu'il a d'influence parmi les employés des transports. Car il est bien douteux que des gens de l'espèce de Cousins se découvrent tout à coup une conscience de classe, après avoir pendant des années joué le rôle d'agent du pouvoir au sein de la classe ouvrière.

Les trade-unions se trouvent évidemment dans une situation plus délicate que Wilson puisque ils sont directement en contact avec les travailleurs, et doivent théoriquement les défendre. Les remous actuels au sein du TUC ont pour but de faire illusion aux yeux de la classe ouvrière, afin qu'elle croie que les délégués du TUC la soutiennent. Le problème est de savoir si elle y croira vraiment.

Et si le recours à la grève est inévitable, il est possible, comme en a déjà menacé Frank Cousins, que cela se fasse. Evidemment, le gouvernement Wilson ne s'en remettra pas et les prochaines élections seront alors définitivement perdues d'avance pour les travaillistes. Mais elles le sont déjà actuellement sans doute aux yeux des bureaucrates syndicaux, aussi, plutôt que de continuer à soutenir un gouvernement prêt à tomber, certains ont fait le choix de tenter de redorer leur blason auprès des travailleurs.

LE SOCIALISME EST-IL A PRAGUE OU A MOSCOU ?

"L'UNION SOVIETIQUE est intervenue en Tchécoslovaquie pour empêcher que sous la poussée des forces contre-révolutionnaires ce pays s'éloigne du socialisme. » L'argumentation des dirigeants de l'U.R.S.S. pour justifier l'agression contre la Tchécoslovaquie se réduit en dernier ressort à cette affirmation.

Le terme « socialisme » est tellement galvaudé, tellement vidé de tout contenu que nombre de ceux-là mêmes qui contestent, voire réprouvent ou encore dénoncent l'intervention, admettent que la question est réellement de savoir si le « socialisme » fût en danger en Tchécoslovaquie ou pas. Seuls les partisans avoués de l'occidentalisation du régime tchèque répondent affirmativement à cette question tout en condamnant l'U.R.S.S. D'autres se sentent dans l'obligation ou bien de soutenir que le socialisme était en de bonnes mains à Prague, ou bien même d'affirmer que l'expérience tchèque représentait un pas en avant vers le véritable socialisme, vers un socialisme qui sait se concilier la liberté.

L'U.R.S.S. est-elle intervenue pour défendre le socialisme ou au contraire pour abattre une authentique tentative socialiste ?

Il existe, de nos jours, bien des façons de concevoir le « socialisme ». Des bureaucrates des pays de l'Est à tels saltimbanques de la politique bourgeoise en France ou ailleurs en passant par des monarques asiatiques ou des dictateurs africains, chacun se prétend socialiste. Le mot est à la mode.

Mais que reste-t-il de commun entre le socialisme qui a donné pendant plus d'un siècle au prolétariat des raisons d'espérer et de combattre ,et les régimes qui prétendent en être l'incarnation aujourd'hui ? Rien ! Pas plus en U.R.S.S. qu'en Tchécoslovaquie.

Par-delà son aspect théorique, que politiciens bourgeois et bureaucrates s'évertuent aujourd'hui à déformer, à dénaturer à leur gré et pour leur propre usage, le Socialisme, celui de Marx ou de Lénine, celui de tous les grands révolutionnaires, représente une notion simple.

Depuis que le monde est divisé en classes, depuis qu'il existe des oppresseurs et des opprimés, depuis que la richesse et les privilèges des uns sont fondés sur le travail et la misère des autres, il existe des hommes qui rêvent d'une société juste d'hommes libres et égaux vivant dans une communauté fraternelle. Ce qui, du fait de la pauvreté générale, du fait de l'impossibilité absolue, objective de réaliser l'égalité de tous, fut pendant des siècles un rêve, l'utopie de quelques illuminés, est devenu réalisable depuis l'avènement de la production capitaliste de masse. Le système capitaliste, en donnant à la collectivité humaine les moyens d'accroître ses richesses d'une façon quasi illimitée, avait créé les conditions matérielles d'une société égalitaire. Le socialisme serait cette société égalitaire d'hommes libres. Le socialiste est celui qui combat pour une telle société.

Le nouvel ordre social, tel que l'ont envisagé les révolutionnaires qui ont combattu pour qu'il vainque, suppose la suppression de la propriété privée qui est le fondement du système économique actuel où, à moins d'appartenir aux catégories marginales de la société, on ne peut être qu'exploiteur ou exploité. Il suppose que, pour reprendre l'expression d'Engels, « l'exercice de l'industrie et de toutes les branches de la production soit enlevé aux individus isolés, se faisant concurrence les uns les autres pour être remis à la société toute entière, qui les exercera pour le compte commun, d'après un plan commun et avec la participation de tous les membres de la société ».

Le socialisme se limite-t-il à la suppression de la propriété privée, à la planification ? Dans une partie de la gauche il est de bon ton de discuter des avantages et des inconvénients respectifs de deux régimes dont l'un allie l'inégalité sociale la plus criante à une soi-disant « liberté », et l'autre la dictature la plus féroce à un système économique soi-disant socialiste. Comme si l'inégalité sociale était compatible avec la liberté ! Comme si une économie socialiste était concevable sans une liberté telle que l'humanité n'en a jamais connu.

N'y aurait-il pas de privilèges aussi visibles qu'ils le sont, tant en U.R.S.S. qu'en Tchécoslovaquie, que l'absence des libertés, que l'omnipotence de l'Etat seraient autant de démentis à l'existence du socialisme dans ces pays.

Malgré les affirmations de Waldeck Rochet et Cie, qui ne font d'ailleurs en cela que plagier Staline, révolutionnaires marxistes et anarchistes s'accordent à dire qu'il ne peut y avoir de société socialiste sans la disparition de l'Etat. L'Etat est un appareil de contrainte aux mains d'une classe de la société pour mater les autres classes de cette société. Tant qu'il demeure, il est la preuve que l'égalité de chacun n'est pas réalisée, qu'il existe des couches, des classes à mater.

Comment peut-on d'ailleurs imaginer la participation réelle de tous, à la gestion de la société à tous les niveaux, dans tous les domaines, la détermination des choix qui réflètent réellement la volonté de la grande majorité, sans une libre confrontation des idées, des projets, sans leur discussion, sans la libération de toutes les initiatives, de toute l'énergie des masses ? Le socialisme n'est pas à « concilier » avec la liberté : il n'y a point de socialisme là où il n'y a pas de liberté, là où il y a un Etat, des flics, une armée, des prisons, la censure.

Certes, contrairement aux révolutionnaires anarchistes, les révolutionnaires marxistes n'ont jamais prétendu qu'un tel ordre social, sans Etat et sans contrainte était réalisable du jour au lendemain de la Révolution prolétarienne. Les exploiteurs de la veille ne se seront pas résignés de si tôt à la perte de leurs privilèges. Le prolétariat aura besoin d'employer la force et la contrainte pour annihiler la résistance des anciens oppresseurs. Mais cette force, cette contrainte ne peut pas être le fait d'un appareil spécialisé, coupé du peuple, elle doit être exercée par toute la classe ouvrière. Cette « dictature démocratique du prolétariat » destinée à mâter l'ancienne minorité exploiteuse, devait être, tant pour Marx que pour Lénine, en même temps le garant de la plus totale démocratie au sein de la classe ouvrière elle même.

Non seulement il n'y a pas de socialisme ni en Tchécoslovaquie ni en U.R.S.S., mais la classe ouvrière n'y exerce d'aucune façon le pouvoir.

Les décisions sont du ressort de quelques dizaines de personnages au sommet, les imposer est du ressort d'un appareil d'Etat spécialisé, dont les moyens sont ceux contre lesquels les révolutionnaires ont toujours combattu : la police, les prisons, l'armée, etc. Il n'y a pas plus de démocratie pour la classe ouvrière qu'il n'y en a pour les anciennes classes exploiteuses.

De ce point de vue il n'y a guère de différence entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie. La différence essentielle entre ces deux Etats est historique. En Union Soviétique le prolétariat victorieux avait, il y a cinquante ans, jeté les fondements d'un Etat ouvrier. La classe ouvrière y a réellement exercé, pendant une courte période, sa dictature démocratique. Mais, au fur et à mesure que les masses mobilisées cessèrent de l'être, au fur et à mesure que la liberté au sein de la classe ouvrière fit place à la toute-puissance des appareils, l'Etat soviétique perdit tout son contenu démocratique. Il s'est transformé en appareil de répression antipopulaire. A la différence de l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie n'a même jamais connu une véritable démocratie prolétarienne à l'instar de celle de Pétrograd en 1917. Ce n'est pas la dégénérescence d'un pouvoir prolétarien qui a enfanté le régime tchèque actuel, l'appareil d'Etat tchèque actuel.

Cet Etat fut, dès son origine, un appareil de répression spécialisé, coupé du peuple, source d'oppression et d'inégalité.

Si les révolutionnaires soutiennent le droit de la Tchécoslovaquie a disposer d'elle-même, y compris à l'encontre de l'U.R.S.S., ce n'est pas que la Tchécoslovaquie soit plus « socialiste » que l'Union Soviétique.

Le combat que mène le peuple tchécoslovaque ne l'éloigne pas d'un socialisme qu'il n'a jamais connu. Il ne l'en rapproche pas non plus, tant que le prolétariat tchèque ne sera pas mobilisé, tant qu'il n'aura pas la volonté d'entreprendre le combat avec ses objectifs propres à commencer par la destruction de l'Etat actuel et son remplacement par les organes d'un pouvoir ouvrier.

Néanmoins, sans avoir un contenu socialiste, le combat actuel du peuple tchèque est légitime. Ce combat vise l'indépendance nationale, il vise au moins le degré de liberté compatible avec un Etat bourgeois. Il est du droit le plus strict du peuple tchèque de les obtenir, même si cela n'a encore rien à voir avec le socialisme.

(Photo U.P.I.)

Prague : Sur ordre des troupes d'occupation soviétiques, les jardiniers municipaux plantent des fleurs autour de la statue du roi Wenceslas, pour décourager les jeunes manifestants qui tenaient continuellement la garde autour de la statue à la mémoire des patriotes morts sous les balles des troupes du Pacte de Varsovie dans les premiers jours de l'invasion.

TCHÉCOSLOVAQUIE Y AURA-T-IL UN SECOND ACTE ?

(Suite de la page 1)

Cependant, rien ne prouve que les Russes vont se contenter du demi succès qu'ils ont remporté. Ils ont obtenu de Dubcek quelques concessions : rien ne prouve qu'ils vont maintenant s'en satisfaire.

Le pire est possible ! Ils n'ont pas trouvé les hommes qui acceptent d'appliquer leur politique, Dubcek ne l'applique qu'en partie et sous la contrainte, et la logique de la situation exige, s'ils ne veulent pas rester sur ce demi échec qui ne sauve que les apparences, qu'ils passent outre le gouvernement Dubcek, qu'ils le déposent et, s'ils ne trouvent pas une seule vocation de « gauleiter » en Tchécoslovaquie, qu'ils gouvernent directement, au moins pour tout ce qui concerne l'armée, l'information, la justice et la police. Ce sera alors, sans nul doute, l'épreuve de force ouverte avec la population.

Qui sortirait vainqueur de cette épreuve ? Il est difficile de le dire. En apparence, l'Armée russe, sans nul doute. Mais à quel prix ? Et certainement plus en apparence qu'en réalité car il est très difficile, quel que soit le rapport des forces, de venir à bout de tout un peuple. Les USA en savent quelque chose au Viet-Nam.

Mais il est impossible d'affirmer que, du haut de leur puissance militaire bornée et têtue, les dirigeants du Kremlin ne choisiront pas cette solution.

Outre le peuple tchèque, la principale victime en sera le peuple russe : un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre, disait Lénine. Dans une éventuelle troisième guerre mondiale un tel crime en Tchécoslovaquie ferait perdre à la Russie des dizaines de millions d'alliés et jetterait tous les prolétariats d'occident dans les bras de leurs dirigeants pour une éventuelle croisade libératice vers l'Est.

De celà, les dirigeants russes n'en ont cure, ils l'ont amplement démontré. C'est pourquoi le pire est encore à craindre en Tchécoslovaquie.

VERS LE REGROUPEMENT
DES RÉVOLUTIONNAIRES

RÉAPPRENDRE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

1968 restera sans aucun doute une date dans l'histoire du mouvement ouvrier français, sinon international. Les mouvements étudiants un peu partout dans le monde, et notamment en Allemagne, la crise de mai et juin en France, ont vu pour la première fois des formations se situant à la gauche des partis communistes officiels jouer un rôle politique réel à l'échelle nationale. L'intervention des blindés soviétiques en Tchécoslovaquie a ébranlé le mouvement stalinien international, et accéléré le processus de dislocation en cours depuis 1953.

Mais si pour la première fois depuis des dizaines d'années les idées révolutionnaires peuvent s'exprimer autrement que dans des bulletins confidentiels, si pour des milliers de jeunes le communisme cesse d'être victime de sa tragique confusion avec sa caricature stalinienne, le mouvement révolutionnaire renaissant aura encore longtemps à lutter non seulement contre l'appareil du P.C.F., mais encore, et jusque dans ses propres rangs, contre les méthodes et les modes de pensée que le stalinisme a introduit dans le mouvement ouvrier, et qui le gangrènent profondément.

Les champions de la « démocratie véritable » ont par exemple tué tout esprit démocratique véritable, au sens profond du terme, dans la classe ouvrière. Dans les rangs non seulement du P.C.F., mais également de la C.G.T., ils ont imposé le sacrosaint respect sans discussion de la « ligne », la règle de l'unanimité selon laquelle tout opposant ne peut être, en dernière analyse, qu'un provocateur ou un agent de la préfecture de police.

Ces calomnies abusent certes de moins en moins souvent les travailleurs, Mais elles ne les choquent pas non plus outre mesure. Elles semblent faire partie de la « règle du jeu ». Les exclusions des militants révolutionnaires des syndicats ne soulèvent pas non plus une réprobation unanime. Beaucoup, même parmi ceux qui ne partagent nullement les idées des bureaucrates dans d'autres domaines, les trouvent « normales ». Et elles le sont en effet, par rapport aux normes staliniennes.

L'idée suivant laquelle celui qui n'est pas d'accord avec la « ligne générale » d'une organisation n'y a pas sa place, a profondément imprégné la classe ouvrière. Les travailleurs ne considèrent plus les syndicats comme leur propriété, à eux, mais au fond comme celle des bonzes de la direction. Même ceux qui sympathisent par ailleurs avec les idées révolutionnaires partagent souvent ce point de vue. Ils ne parviennent pas à comprendre le militant qui s'acharne à lutter dans une organisation dont il ne partage pas les orientations. Et ils pensent au fond ,que ce militant ferait mieux de renoncer et de construire sa propre petite organisation.

Même si le stalinisme disparaissait totalement demain, il resterait au mouvement ouvrier français à réapprendre la démocratie ouvrière, et ce ne serait pas une mince tâche. Ce n'est pas en un jour, ni seulement avec des bonnes paroles, que l'on peut recréer une tradition, et surmonter les ravages causés par les dizaines d'années où les méthodes du gangstérisme politique ont régné sur ce mouvement.

Les militants révolutionnaires ne doivent jamais perdre cela de vue dans leur activité. Ils le doivent d'autant moins que leurs propres organisations n'ont pas toujours été épargnées par la contagion, et que ces pratiques honteuses ont hélas parfois, dans le passé, été utilisées pour régler les différends entre tendances opposées.

C'est pourquoi nous devons tout faire pour plonger le mouvement ouvrier français dans un bain de jouvence démocratique, pour qu'au sein du mouvement révolutionnaire les rapports fraternels, quelles que soient par ailleurs les divergences politiques, soient la règle.

C'est d'autant plus important que nous militons dans un pays ou depuis près de trente ans le stalinisme est largement majoritaire dans le mouvement ouvrier, et où la construction du parti révolutionnaire ne pourra se faire qu'en gagnant des milliers de travailleurs militant actuellement au P.C.F. Or cela ne sera possible que si les révolutionnaires parviennent à démontrer dans les faits que démocratie et efficacité ne sont nullement incompatibles, et que, bien au contraire, ce n'est que dans le respect de la démocratie, non pas tant des formes que de rapports profondément démocratiques entre militants, que l'efficacité révolutionnaire maximum peut-être atteinte.

Il existe par ailleurs, à l'autre extrémité, si l'on peut dire, du mouvement ouvrier toute une couche de militants qui par réaction contre les méthodes staliniennes se sont réfugiés dans des théories anti-organisationnelles affirmant qu'organisation et bureaucratie étaient synonymes. Ceux-là également, nous ne pourrons les gagner, les ramener à une activité véritable qui si nous faisons cette démonstration.

Il est à notre avis capital que dans les circonstances présentes les différentes tendances de l'extrême-gauche française montrent qu'elles sont capables, malgré leurs divergences, de travailler ensemble, comme elles l'ont fait durant les événements de mai et juin.

Il ne s'agit nullement de masquer les divergences existantes, ni de ne parler, pour reprendre une expression célèbre que de ce qui nous unit. Il s'agit au contraire de confronter ces divergences.

Dès à présent, au sein des comités d'action, des militants de la plupart des idéologies révolutionnaires se côtoient et apprennent à agir ensemble, C'est sans aucun doute une excellente chose. Mais il y a des comités ou cette coexistence n'est possible que parce que chacun se tait sur sa filiation idéologique à telle ou telle tendance et dissimule en fait ses idées, alors qu'il y en a d'autres où ces tendances s'affirment ouvertement, sans que cela ne nuise en quoi que ce soit à l'activité, bien au contraire.

Les militants révolutionnaires doivent tout mettre en œuvre pour que ce dernier cas devienne la règle, pour que les comités d'action deviennent autant de forums révolutionnaires ou puissent s'affronter toutes les idées et toutes les conceptions.

Aucun révolutionnaire ne peut craindre la lutte des idées. Et si chacun ne peut que souhaiter que ses propres conceptions l'emportent dans ce combat, et tout faire pour cela, il doit faire le pari de la démocratie s'il a vraiment confiance en ses propres idées.

Ce que nous pouvons faire dans l'activité quotidienne, au sein des comités d'action, nous devons pouvoir également le faire au sein d'une même organisation. Face aux calomnies et aux railleries de la bourgeoisie et du stalinisme sur la division des révolutionnaires, nous devons montrer que nous sommes capables de nous battre sous un même drapeau, puisque, finalement, nous luttons pour la même cause.

La nuit où l'Odéon fut occupé. (Photo U.P.I.)

TRIBUNE LIBRE

AYANT suivi avec intérêt le débat ouvert dans les colonnes de votre journal à propos de l'unification des diverses tendances dans un parti révolutionnaire, j'aimerais profiter de l'occasion offerte dans la Tribune Libre de "L.O." afin d'apporter ma contribution à la discussion.

Etant moi-même un chaud partisan de l'unification, je ne m'arrêterai donc pas sur les articles qui vont dans le même sens. Par contre, je voudrais aborder les quelques points soulevés par le camarade qui a signé V.D. dans le nº 6 de "Lutte Ouvrière". Ce camarade se demande si la cération d'un parti révolutionnaire est bien nécessaire. Ensuite, il exprime des doutes sur la possibilité d'y parvenir. L'impossibilité résiderait dans les divergences des analyses concernant la nature sociale des diverses révolutions "coloniales".

Sur le premier point, on peut faire remarquer que la plupart des tendances révolutionnaires susceptibles d'être concernées par l'unification sont bien convaincues de la nécessité d'un tel parti. Leur existence même ne peut se justifier que dans cette perspective.

En effet, toutes les tendances ayant en commun la conception léniniste d'organisation sont bien persuadées (et ceci s'applique aussi bien aux trotskystes quaux "pro-chinois") qu'en l'absence d'un tel parti l'issue victorieuse d'une révolution prolétarienne est impossible.

Quant à l'argument selon lequel l'existence des groupes séparés produit un effet de stimulation par la compétition que cela crée, je crois que c'est exactement l'inverse qui est vrai. Dans la mesure où le mobile profond d'agir pour ces militants n'était jamais de faire triompher les intérêts d'une "boutique" quelconque, mais de doter le mouvement ouvrier d'une organisation capable de le mener à la victoire, c'est l'unification ouvrant une perspective réelle à l'existence d'un parti révolutionnaire qui aura le plus haut effet stimulant non seulement sur les militants, mais encore sur tous ceux qui se sont éveillés à la vie politique au cours de ces derniers mois.

Mais en fait, la question de savoir quel effet aurait une telle unification sur le moral des militants, quoique très importante, est secondaire en ce moment.

C'est en tant que fait politique qu'une telle unification aurait une importance énorme dans la situation présente. Il y a des circonstances dans le développement historique où la simple progression quantitative ne suffit plus. Ou bien un mouvement parvient à faire un saut qualitatif, ou bien il régresse. Les groupes agissant séparément pourraient, en restant sur leur lancée, voir leurs effectifs gonfler (dans le cas d'une levée de l'interdiction, évidemment). Il n'en restera pas moins que, très rapidement, ils plafonneront.

Seule leur unification peut constituer un fait politique qualitativement nouveau capable de cristalliser toutes les potentialités révolutionnaires révélées dans le pays au cours du mois de mai. Et seule cette unification permettrait la jonction réelle de l'avant-garde révolutionnaire avec la classe ouvrière.

Un autre point abordé est de savoir si la divergence des analyses quant à la nature sociale des diverses révolutions coloniales peut constituer un obstacle à l'unification des diverses tendances révolutionnaires dans un même parti.

Penser cela, c'est nier la possibilité, même pour un parti révolutionnaire, de se constituer un jour. Car à l'époque actuelle, qui est celle de la crise généralisée du système impérialiste et de l'entrée en lutte de toutes les couches opprimées par celui-ci, nombre de phénomènes nouveaux surgissent et vont continuer à surgir.

Cuba, la Chine, le Vietnam ou la lutte des Noirs américains ne seront sûrement pas les derniers parmi ceux-ci. Même si un parti révolutionnaire existait déjà, dans la mesure où en son sein régnerait une vie idéologique, où il serait composé de militants capables de réfléchir, d'analyser et non pas de "béni-oui-oui", les divergences d'appréciation de chaque fait nouveau seraient inévitables. Or, ce qui caractérise un parti révolutionnaire, c'est précisément une vie idéologique et intellectuelle intense. C'était notamment le cas du parti bolchevik. Mais les divergences qui s'exprimaient en son sein ne lui ont jamais rien enlevé de son efficacité dans la mesure où celles-ci s'exprimaient dans une optique révolutionnaire.

Il est à remarquer que, quelle que soit l'appréciation des diverses tendances ayant en commun la conception bolchevique du parti, quant à la nature sociale de Cuba, de la Chine ou du Vietnam, elles s'accordent toutes sur la défense inconditionnelle de ces révolutions face à l'impérialisme. Ceci découle de leur conception commune quant à l'attitude que doit avoir le mouvement ouvrier des pays avancés face aux luttes des peuples opprimés par l'impérialisme..

D'autre part, quelle que soit leur appréciation de la nature de l'U.R.S.S., elles admettent toutes la nécessité pour le prolétariat soviétique d'arracher le pouvoir politique des mains de la bureaucratie en renversant celle-ci. Elles admettent toutes que la renaissance du mouvement ouvrier passe par la destruction des appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires.

Fondamentalement, leurs objectifs sont identiques. Les moyens les meilleurs pour atteindre ceux-ci seront mieux débattus au sein d'un même parti ayant des moyens réels d'action.

Il reste cependant le problème s'opposant à la conception même du parti. Mais rien n'empêchera un tel parti une fois constitué de définir des liens d'action commune avec d'autres groupes se plaçant sur le terrain de la lutte des classes afin de combattre l'ennemi commun.

Il n'en reste pas moins que les tendances se réclamant de la conception bolchevique du parti possèdent à elles toutes une influence suffisante pour qu'un parti ayant une existence réelle puisse voir le jour.

Nous nous trouvons actuellement en France devant une chance inespérée qui, si elle aboutit à la constitution d'un parti ouvrier révolutionnaire, peut marquer le début de la renaissance du mouvement ouvrier non seulement en France, mais à l'échelle mondiale.

Nous ne savons pas combien de temps il nous reste encore avant qu'une crise généralisée du capitalisme pose dans toute son acuité devant les révolutionnaires la tâche de prendre la tête d'une révolution prolétarienne. Ce délai n'est certainement plus très long. Et ce jour-là, il faut que le parti révolutionnaire existe déjà, et qu'il soit prêt et aguerri. Or, dans ce laps de temps qui nous reste, rien ne nous garantit qu'une situation aussi favorable qu'actuellement se représentera encore une fois. L'expérience le prouve, l'Histoire est avare de grandes occasions.

Si les militants révolutionnaires ne parvenaient pas à saisir la chance qui s'offre à eux, il est à craindre que cela n'apparaisse plus tard comme une de ces occasions manquées semblables à celles dont le mouvement ouvrier, en Occident, offrit maints exemples après la première guerre mondiale. Celles-ci paraissant sur le coup anodines et rapidement rattrapables, ont eu, vues rétrospectivement, des conséquences incalculables pour le mouvement ouvrier, dont le fascisme et la deuxième guerre mondiale ne sont que deux exemples.

Ne pas tout tenter pour réaliser l'unification du mouvement révolutionnaire serait, dans les circonstances présentes, impardonnable de la part des militants. Il est des circonstances où, même si le succès n'est pas garanti à 100 %, il faut savoir cesser de jouer les Hamlet et se jeter à l'eau. C'est une bonne occasion que l'Histoire nous fournit peut-être pour la dernière fois de perdre certaines habitudes trop longtemps enracinées.

Jacques COURNOT.

A partir de notre prochain numéro, nous ouvrirons une rubrique « Courrier des Lecteurs », ce que nous espérons poursuivre régulièrement.

Nous nous excusons auprès des lecteurs qui nous ont déjà écrit de n'avoir pas publié immédiatement leur lettre. Nous le ferons régulièrement à l'avenir.

Nous ne pouvons pas toujours publier in extenso ces lettres faute de place, mais nous essaierons de publier l'essentiel de chacune.

Nous ne tiendrons pas compte des lettres anonymes et nous ne les publierons pas. Mais bien entendu, nous ne publierons pas les noms et les adresses de nos correspondants s'ils nous en font la demande.

Le budget 1969
UNE DECLARATION DE GUERRE AUX TRAVAILLEURS

LE projet de budget pour 1969, que le Conseil des ministres a présenté à la presse au début septembre, est, paraît-il, le budget le plus « lourd » que la France ait connu sous la Ve République.

En effet, pour la première fois, l'impasse budgétaire, c'est-à-dire la différence entre les dépenses et les recettes de l'Etat, crèvera le plafond des 10 milliards pour s'établir à 11,5 milliards. Et ce déficit, créateur d'inflation sera durement ressenti par les travailleurs pour qui il risque de se traduire par une hausse des prix continue.

Mais ce budget n'est pas lourd pour tout le monde. Les grandes entreprises capitalistes, tant industrielles que commerciales, se voient une nouvelle fois accorder des allègements fiscaux de taille pour un total de 3,3 milliards.

(photo U.P.I.).

A la sortie du Conseil des Ministres, Ortoli peut sourire : — Des taxes, des impôts en plus pour les uns, accompagnant la hausse des prix ; — Pour les sociétés industrielles des dégrèvements.

DES CADEAUX ROYAUX AUX TRUSTS INDUSTRIELS

Environ le tiers de l'impasse budgétaire provient de l'aide supplémentaire accordée aux grosses sociétés. Et, comme le permet l'examen détaillé de ces différentes mesures, cette aide n'a rien à voir avec la soi-disant « situation catastrophique » créée en mai-juin par la lutte des travailleurs et des étudiants.

En effet, la plupart des mesures prises dans ce sens concerne l'aide aux investissements qui, de l'avis de tous les experts, était notoirement insuffisante depuis des années.

Mais les pouvoirs publics et la presse aux ordres font tout pour tenter d'accréditer l'idée que ce n'est là que la « note à payer » de l' « anarchie » de mai. Propagande à usage interne pour tenter de démoraliser tant soit peu les travailleurs. Car si la grande presse dite d'information participe activement à cette campagne d'intoxication, le son de cloches est tout différent dans la presse économique qui s'adresse aux techniciens de la bourgeoisie. Là s'étalent complaisamment des chiffres qui prouvent que la production globale de l'année 1968 ne sera que peu affectée par les grèves de mai-juin et que dans la spère commerciale les ventes de juillet-août ont largement compensé le creux des deux mois précédents.

Mais pour le gouvernement, faire payer cher la grève aux travailleurs est une manœuvre politique destinée à prouver l'inutilité des luttes.

Un simple examen des mesures prises prouve que celles-ci n'ont rien à voir avec mai-juin.

Quelles sont ces mesures ?

La plus importante d'entre elles est sans doute la déduction fiscale de 10 % (2,3 milliards) accordée aux industriels pour l'achat de matériel dont la durée d'amortissement est au moins égal à 8 ans ou pour l'achat de camions de 2,5 tonnes à 13 tonnes.

Le type même du matériel donnant droit à déduction montre clairement que, dans l'immense majorité des cas, ce sont les grandes entreprises, c'est-à-dire celles qui sont financièrement solides qui bénéficieront de telles déductions. En effet le nombre de petites entreprises ayant des délais semblables d'amortissement est rare. Pourtant ce sont sans doute celles là qui ont dû le plus « souffrir » de la situation de mai.

Où le gouvernement montre clairement le caractère réel de sa politique c'est lorsqu'il décrète que pour certaines entreprises en difficulté en 1968, la déduction ne sera pas de 10 % mais de 5 % seulement, tout cela, paraît-il, « pour ne pas donner un avantage excessif aux entreprises déficitaires ».

Ainsi les capitalistes en difficultés bénéficieront moins que les autres des mesures gouvernementales. Bien naïfs ceux qui croyaient que la déduction devait réparer la « situation catastrophique » de mai. En fait ce cadeau aux trusts n'a rien à voir avec cela, il n'a pour but que d'armer les capitalistes français vis à vis de leurs concurrents européens.

...ET COMMERCIAUX

Mais les grosses entreprises commerciales n'ont, elles n'ont plus, pas été oubliées. Les grands magasins, dit « commerce concentré », bénéficieront pour leur part d'un modeste cadeau de 190 millions de francs. En effet ils pourront désormais déduire, de la T.V.A. à acquitter sur leurs ventes, 100 % de la T.V.A. qu'ils ont payée sur leurs investissements, alors que jusqu'à présent la déduction autorisée n'était que de 70 %.

Bien sûr, en théorie, cette mesure s'applique à tous les types de commerce, petits ou grands. Mais dans le domaine des investissements visés, c'est-à-dire les véhicules utilitaires, les immeubles et équipements commerciaux, les immeubles à usage de bureau, les matériels électro-comptables et mécanographiques, la part des artisans, ou des petits et moyens commerçants, est négligeable, sinon nulle.

ET 15 % POUR TOUS

Enfin, la taxe sur les salaires versée par les employeurs, dont le taux est actuellement égal à 5 %, sera réduite de 15 %. Et là encore, les 1,7 milliards que coûtera cette mesure bénéficieront en priorité aux entreprises comptant de nombreux salariés.

Quant aux primes de développement industriel, qui ont pour but d'inciter les capitalistes à installer des entreprises dans certaines régions défavorisées, elles passeront, en règle générale de 6 % à 12 %, pouvant même atteindre 25 % pour certaines agglomérations.

Et là non plus, ce ne sont ni le boucher, ni le boulanger du coin qui en profiteront, mais Renault, Citroën, Peugeot, Michelin, Dassault, etc.

FAIRE PAYER LES MASSES POPULAIRES

Mais cet argent que l'Etat offre gracieusement aux trusts et à la grande bourgeoisie, il va le prendre dans la poche du contribuable, c'est-à-dire des travailleurs, des paysans ou de la petite bourgeoisie urbaine.

Ainsi, la taxe sur l'essence sera majorée de trois centimes, les bières et les eaux de table augmenteront, ainsi que les timbres, les cigarettes et les transports en commun. Quant à l'augmentation sur le fuel, elle devrait se traduire entre autres par une hausse sur les produits transportés par la route, c'est-à-dire en premier lieu sur les aliments frais.

Si les travailleurs font en grande partie les frais de ces hausses, les commerçants et artisans seront de plus taxés plus lourdement dans leurs activités professionnelles.

Ce sont eux qui paieront la quasi-totalité de l'augmentation de 4 % des droits de mutation de fonds de commerce (soit 100 millions), la majoration des droits au bail (200 millions) et des frais d'enregistrement, car la plus grande partie du mouvement des fonds de commerce concerne les petites, et même les très petites, entreprises.

UNE MESURE DEMAGOGIQUE : LA « DIMINUTION » DE L'IMPOT SUR LE REVENU

Utilisant à nouveau une mesure qui lui avait déjà servi, le gouvernement a annoncé qu'il réduirait l'imposition des contribuables payant moins de 4.000 F et augmenterait celle de ceux payant plus de 5.000 F.

Remarquons tout d'abord que ce genre de « justice sociale », ou, pour reprendre un terme à la mode, de « justice fiscale », n'est que pure hypocrisie.

Car, après avoir allégé les charges des capitalistes, les pouvoirs publics vont s'en prendre maintenant aux cadres supérieurs... sous prétexte de « justice » ! Mais cela ne doit tromper personne. Quels que soient leurs revenus, les cadres supérieurs sont des salariés. Et les 650 millions que va leur escroquer l'Etat ne lui donnent aucun droit de commettre ses forfaits sous couvert de « justice ».

Mais il y a mieux. La réduction d'impôt sur les petits salaires par rapport à 1968 est toute théorique. Car, d'une part, tous les contribuables d'un revenu inférieur à 45.000 F bénéficiaient en 1968 d'un abattement de 10 % (initiative Debré). Il y a donc de fortes chances que, pour la majorité des contribuables, la réduction d'impôt de cette année soit semblable à celle de l'an passé (c'est-à-dire qu'ils paieront les mêmes sommes). Mais, de plus, comme les augmentations de salaires ont souvent été substantielles pour les catégories salariales les plus défavorisées, leurs revenus déclarés seront sans doute supérieurs de 8 % à 12 % à ceux de l'an passé et, dans ces conditions, ils paieront plus d'impôts qu'en 1968. On voit la réalité de la fameuse « baisse » de l'impôt promise par Ortoli.

Plus d'impôts pour les couches populaires, moins d'impôts pour les capitalistes. De ce point de vue, le budget 1969 ne fait qu'accentuer un peu plus les tendances des budgets précédents.

Et le " Figaro" a beau écrire sans ironie dans son numéro du 5 septembre que « sans doute le patronat aurait souhaité que l'on fît davantage pour diminuer les charges qui pèsent sur l'économie », il n'en demeure pas moins que ce budget, fait sur mesure pour le patronat, montre la volonté délibérée du gouvernement de pressurer un peu plus le monde du travail.

« Participer » à quoi ?

LA « participation » promise par le chef de l'Etat au plus fort de la crise de mai-juin a bien du mal à voir le jour et suscite bien des commentaires. Le Premier ministre qui est un homme méthodique et respectueux du « dialogue » consulte les organisations syndicales. La presse ouvre ses colonnes à de nombreuses personnalités qui apportent leur point de vue et leurs propositions. C'est dire que le problème est loin d'être résolu. Chacun a sa petite idée sur la question, voit le problème à sa manière : « Il faudrait que tel problème ne soit pas éludé, que telle question reçoive une réponse, qu'on évite la confusion, les écueils, etc., etc. « Le Monde » du 3 septembre, probablement dans un souci d'objectivité présente sept articles de personnalités différentes qui toutes, ont des propositions concrètes et des critiques judicieuses à formuler.

Pauvre M. Couve de Murville qui doit faire semblant de faire un choix acceptable en tenant compte de toute les propositions et en restant dans le cadre du Plan gouvernemental.

Bien sûr, ce numéro de cirque a pour but d'amuser la galerie. Mais il permit d'ouvrir une discussion et de laisser s'affirmer des positions de principe. Or, ce qui est remarquable c'est que de tous les points de vue qu'on peut lire dans la presse ou entendre à la radio, tous expriment des idées des plus simples au plus complexes mais toujours dans la même optique : La participation des travailleurs dans le cadre du système capitaliste. Il y a dans cette affaire 2 problèmes : A quoi participer, comment participer ?

Pout tous les promoteurs de la Participation, la réponse à la première question est simple : il faut permettre aux travailleurs de participer à la marche des entreprises capitalistes pour les enrichir d'une collaboration étroite avec bien sûr un droit de contestation. Il ne s'agit nullement de transformer la société de profit en une société au service de l'homme. C'est le marché qui est le moteur de l'économie et son but reste le profit. Le problème c'est de permettre aux travailleurs, par une certaine participation, par personnes interposées, d'être informés pour mieux comprendre les difficiles problèmes de ces messieurs les exploiteurs et de mieux supporter l'exploitation grâce à leurs arguments.

Que le général de Gaulle ait une telle conception de la Participation, c'est bien normal. Cela correspond d'une part à son rôle de défenseur du grand capital et ensuite à sa conception du rôle de l'individu dans la société : être au service du capital.

M. Pierre Lebrun, ex-secrétaire de la C.G,T., défend le même principe. Il est vrai qu'en tant que membre du Conseil économique et social, il défend son fromage.

Mais les syndicats, ceux qui doivent devenir les instruments de cette participation, quelle est leur réaction ?

La C.G.T. la dénonce comme un bluff : « Que les patrons, que l'Etat fassent preuve de bonne volonté, en appliquant sans restriction les accords de Grenelle, en respectant les libertés syndicales. Tant que cela n'existera pas, la Participation n'est qu'un leurre ». Tiens, tiens ! Et si les patrons respectaient un peu mieux les accords, cela changerait-il quelque chose ? La C.F.D.T. reprend à peu de chose près le même argument : « Il ne peut y avoir de réelle participation sans la reconnaissance préalable de la section syndicale d'entreprise. »

Au fond, les syndicats sont prêts à accepter la Participation qui ne manquerait pas de leur apporter de substantiels fromages supplémentaires. Seulement, ils craignent d'être dupes. Ils n'ont pas une implantation suffisante dans la classe ouvrière pour se sentir capables de faire respecter les règles de la Participation. L'exemple des Comités d'entreprise les rend prudents.

Ah ! que cela serait commode s'il suffisait d'établir une règle du jeu à laquelle tout le monde se conforme loyalement, sans jamais tricher.

Les travailleurs produiraient d'arrache-pied pour augmenter les profits, moyennant quoi les patrons leur concèderaient quelques miettes et les syndicats se placeraient au milieu pour donner l'illusion aux travailleurs qu'ils ont vraiment obtenu le maximum et aux patrons celle qu'ils ont dû lâcher le minimum.

Pour réaliser l'opération Participation, l'Etat veut utiliser les syndicats. Ceux-ci ne demandent pas mieux que de jouer le jeu. Après avoir été portés à la tête d'un gigantesque mouvement qui n'a rapporté que des broutilles, l'ouvrier se demande à quoi peuvent-ils bien servir. L'Etat, qui a besoin d'eux pour canaliser la lutte ouvrière est prêt à leur offrir un rôle et eux seraient bien contents de le jouer. Seulement, il ne faut pas aller trop loin dans l'intégration, sinon l'autorité qu'ils ont encore sur le mouvement ouvrier risquerait de leur échapper et leur rôle de soupape de sûreté de la lutte sociale deviendrait inutile. Alors, il y a un difficile équilibre à trouver afin de répandre suffisamment d'illusions chez les travailleurs pour que cocus et battus ils soient tout de même contents.

Si l'Etat et son chef promettent aux travailleurs la Participation à leur propre exploitation il entend encore définir les formes de cette participation. Et il est probable que les interlocuteurs prioritaires admis dans les discussions seront dans des formes qui restent à définir les représentants des bureaucraties syndicales.

Mais l'immense majorité des travailleurs se rend compte que la « Participation » est une duperie dont ils n'ont rien à attendre. Ils savent aussi qu'elle a pour but de mettre des entraves supplémentaires à la contestation née du mouvement de mai-juin.

Ce mouvement ,il n'avait pas pour objectif de réclamer une participation à la marche des affaires capitalistes par l'intermédiaire d'une représentation bureaucratique couverte par la légalité bourgeoise.

Son objectif c'était la destruction de la société d'exploitation, qui aliène l'homme quand elle ne l'assassine pas et la construction d'une société socialiste. Et pour y parvenir, il visait à la Participation de tous les travailleurs dans la lutte et l'organisation de leur lutte. N'étant ni suffisamment préparés, ni organisés, les travailleurs, au lieu de diriger eux-mêmes leur lutte en se donnant des formes de démocratie directe par l'élection de comités révocables à tout instant, ont abandonné la direction de leur mouvement à des représentants officiels qui, en usant de tous leurs talents ont réussi à les trahir malgré une certaine vigilance.

Mais si le mouvement de mai n'a pu se terminer par une victoire, il a vu se développer une contestation à la fois de la société d'exploitation et de la représentativité ouvrière. Dans de nombreux secteurs des comités d'action et de base ont surgi. Cette forme d'organisation peut et doit se développer. Arracher aux syndicats capitulards et traitres le monopole de la représentativité ouvrière c'est le premier pas indispensable pour imposer de nouvelles conquêtes ouvrières.

Puisque les directions syndicales ont trahi la lutte ouvrière, puisqu'elles attendent dans les antichambres gouvernementales de savoir comment l'Etat les autorisera à jouer un rôle dans le cadre de l'exploitation capitaliste, les travailleurs doivent s'organiser en vue de leur participation toujours plus active à la direction de leurs luttes pour la destruction du système décadent de la société capitaliste. Cela ne veut pas dire qu'ils doivent systématiquement déserter les syndicats, ce qui laisserait les mains encore plus libres à la bureaucratie et à l'Etat qui la téléguide partiellement.

Mais, syndiqués ou pas, il faut s'organiser pour la lutte et la participation effective à sa direction. C'est par notre participation à la création de comités élus et révocables à tout instant par nous que nous ferons échec à la Participation à notre propre exploitation que voudrait nous imposer le Patronat et le gouvernement avec la complicité des dirigeants syndicaux.

Rentrée universitaire :
EDGAR FAURE A PERDU
LA PREMIÈRE MANCHE

LES étudiants en médecine ont eu l'honneur de commencer la rentrée universitaire. Objets d'attentions particulières de la part du ministre de l'Education nationale (Edgar Faure avait reçu le Comité d'action lui-même, il avait poussé le souci du dialogue jusqu'à « participer » au colloque de la Salpêtrière...) ils devaient en quelque sorte servir de test pour la rentrée universitaire générale.

Or les étudiants en médecine en assemblée générale ont voté à plus de 70 % le boycott des examens. Certes beaucoup d'entre eux étaient absents et n'ont pu de ce fait participer au vote mais rien ne permet de dire que leur vote eut changé les résultats relatifs du scrutin. En fait on a pu juger sur pièce avec le déroulement du C.P.E.M., examen propédeutique aux études médicales. Le quart seulement des candidats a accepté de composer. A tel point que le ministère de l'Education nationale a tenu à proclamer qu'on pouvait prendre le train en route et participer aux épreuves de l'après-midi même quand on avait boycotté celles de la matinée : les candidats seraient jugés en fonction des épreuves faites et des résultats de l'année. Cette reculade spectaculaire montre le prix qu'attache Edgar Faure à la « normalisation » de la situation universitaire.

Ses appels ont finalement été fort peu entendus .La déception doit être grande rue de Grenelle. Les solutions ébauchées à la hâte pendant toutes les vacances, n'ont pas réglé le problème et n'ont pas suffi à apaiser l'agitation étudiante. Les représentants des organisations syndicales étudiantes classiques et des comités d'action, sans rejetter pour autant certaines propositions positives du ministère, entendent surtout **décider ensemble** et avoir **les moyens de décider.** En d'autres termes ils veulent occuper un certain nombre de positions de force jusqu'à ce que les promesses gouvernementales soient devenues des réalités et des réalités acceptables pour la majorité. Des modérés aux extrémistes, toutes les opinions sont représentées et l'on retrouve les revendications purement corporatistes aux côtés d'aspirations politiques nettement révolutionnaires. Mais quelles que soient la diversité des opinions et des motivations, il apparaît et c'est le fait le plus important de la rentrée que l'unité du mouvement soit préservée. En cédant sur un certain nombre de revendications Edgar Faure avait essayé d'enfoncer un coin entre la masse des étudiants et les minorités politiques. C'est incontestablement un échec pour lui.

Ni la répression qui a frappé un certain nombre d'entre eux ni l'usure, ni les vacances, ni l'isolement n'ont eu raison de la détermination des étudiants. Les milliers de jeunes qui avaient accepté l'épreuve de force en mai n'entendent pas du tout se voir frustrés des fruits de leur mouvement. Dans l'université du moins, les choses devront c anger.

(Photo A.F.P.).

Les étudiants en Médecine ont tenu une assemblée générale extraordinaire pour décider de leur attitude en ce qui concerne les examens. Ici, la foule des étudiants en Médecine devant la Nouvelle Faculté.

Et il n'est pas question de retour à la normale tant que ces changements ne seront pas approuvés d'abord et effectifs ensuite.

C'est la position des étudiants. Celle d'Edgar Faure est connue. Reste à savoir si le gouvernement tolèrera la reprise de l'agitation étudiante même sous ses formes actuelles. Une seule chose est certaine : l'intervention de la chaussette à clous risquerait de déchaîner des réactions difficilement contrôlables. L'épreuve de force ne semble actuellement souhaitée par personne.. Jusqu'à quand ?

Meeting du front uni contre la répression à NICE

LE Front Uni contre la répression organisait un meeting le mardi 3 septembre au Cinéma Politeama à Nice. La salle était comble, ce qui représente environ 500 à 600 personnes. L'immense majorité du public était des jeunes lycéens et étudiants pour la plupart. Plusieurs orateurs se succédèrent à la tribune pour dénoncer les actes de répression qui se sont exercés sur les militants d'organisations révolutionnaires mais aussi sur des travailleurs ayant eu une part active dans les grèves et les manifestations des mois de mai et juin. Pour certains, comme par hasard, il n'y avait plus de travail pour eux, au retour des vacances.

Jacques Sauvageot est intervenu pour dénoncer la duplicité d'un Edgar Faure à l'Education nationale, qui fait semblant de rechercher le dialogue pendant qu'un Marcellin à l'Intérieur, continue la méthode dure.

Ensuite, un représentant du P.S.U. est venu indiquer les buts du Front Uni contre la répression.

Le gouvernement gaulliste et le Patronat veulent prendre leur revanche contre les actions de mai. Ils ont engagé la répression, et il faut contre-attaquer. Ils n'ont pas osé condamner les militants arrêtés car ils craignaient qu'un procès ne se retourne contre eux. Alors, le « Front Uni » engage lui, 4 procès pour démasquer le gouvernement.

Il va faire le procès des licenciements à l'O.R.T.F.

Le procès de l'attitude du gouvernement vis-à-vis des étrangers.

Le procès des Comités de Défense de la République, qui ont usé de méthodes fascistes.

Un procès à Citroën pour son attitude particulièrement répressive.

Dans les interventions, un « prochinois » a fait remarquer que la meilleure manière de faire front à la répression c'était de continuer le combat et non d'orienter la lutte sur le seul objectif de la lutte contre la répression.

Une polémique brève et sans éclat s'engagea avec quelques membres du P.C.F. présents.

Les jeunes dans la salle n'avaient pas l'air très satisfaits des interventions des orateurs.

Néanmoins, il est réconfortant de voir que dans une ville comme Nice, encore remplie de l'atmosphère des vacances, plus de 500 jeunes se soient déplacés pour assister à un meeting de protestation contre la répression et surtout pour écouter Sauvageot qui représente le mouvement de mai et la volonté de « continuer le combat ».

PORTUGAL LIBRE
MISE AU POINT

LE communiqué sur les mesures de répression prises par la police française vis-à-vis de l'écrivain portugais Manuel Rio (voir "L.O. nº 6) n'émanait pas du "Comité Portugal Libre", comme nous l'avons écrit par erreur, mais d'un groupe d'amis français du journal "Portugal Libre".

Le "Comité Portugal Libre", quant à lui, a pour but, entre autres, de :

1) Dénoncer et mettre en échec les activités de la PIDE (Gestapo portugaise) en France ; celle-ci est sournoisement et solidement incrustée dans les milieux de l'émigration. Ceci afin que les Portugais puissent vivre dans la fraternité et sans crainte, ni hantise...

2) Aider moralement et matériellement, dans la mesure de nos ressources et de nos possibilités, tous les Portugais victimes de leur amour pour la justice et la liberté.

3) Faire connaître aux étrangers, à tous les peuples, la nature du régime portugais, ce qui leur permettra de comprendre et de soutenir notre lutte, au moment où leur aide nous sera nécessaire pour accomplir notre travail de démocratisation de la vie portugaise.

Nouvelles de Renault-Billancourt :
Les mensuels n'ont pas renié la grève

LA Régie Renault est décidément une usine pilote. Et les grosses têtes de la Direction ne manquent pas d'idées géniales. La dernière date de fin iuillet et concerne le paiement des heures de grève.

A Renault comme ailleurs, nous avons repris sur le protocole de Grenelle, c'est-à-dire en ce qui concerne les heures de grève : paiement à 50 % avec récupération partielle éventuelle. Mais dès la reprise, à la mi-juin, les bruits les plus fantaisistes se mirent à circuler. Les mensuels seraient payés à 100 % ! Dans un deuxième temps on chuchota même que les horaires, eux aussi, seraient payés intégralement. Cela faisait hausser les épaules, dans les ateliers, mais les chefs consultés restaient muets, se gardant bien d'infirmer ou de confirmer. Ce silence cachait quelque chose, dans les bureaux surtout, on finissait par y croire et on ne discutait plus que de cela.

Il fallut attendre la paie du 30 juillet pour en avoir le cœur net, car personne ne comprenait rien aux accomptes versés jusque là. Le cœur net certes, et pour certains le portefeuille aussi. Voici ce qu'avait trouvé la Direction : les ouvriers étaient payés selon les prévisions de Grenelle (histoire de leur apprendre ce que coûte une grève) ; les mensuels faisaient eux l'objet d'une étonnante discrimination : certains touchaient leur paye intacte, les autres se voyaient pénalisés à 50 %. Apparemment, c'était très simple. Les grévistes touchaient ce qui leur était dû, les non-grévistes étaient récompensés.

Oui, mais comment reconnaître les grévistes des non-grévistes. Pendant cinq semaines personne n'est venu à l'usine, à part les piquets de grève. L'entrée était — oh ! combien — rigoureusement contrôlée, et les jaunes n'avaient pas le don de passer les murailles pour tenir leur poste. Alors, comment la Direction a-t-elle pu faire le tri ?

Tout simplement en demandant aux chefs de service de désigner les fidèles et les infidèles. La question ne s'est même pas posée pour les horaires. Volontaires ou empêchés, ils furent tous considérés comme grévistes. Pourquoi ne pas prendre ça comme un hommage rendu à leur conscience de classe ? Quant aux mensuels, eh bien il s'agissait de se fier à son intuition : « celui-là, avec son caractère et ses antécédents, il n'a pu être que gréviste ! » Car inutile de dire que la Direction n'a pas fait circuler de questionnaire pour demander au personnel s'il était gréviste ou non gréviste. Les chefs avaient pour consigne de se taire et de se tuyauter en coulisse. Il faut dire à leur honneur que certains ont refusé de se livrer à cette besogne puante. Mais ils ont été rares. Et partout, chez les employés, les techniciens, les dessinateurs, il y eut des « grévistes désignés autoritairement ».

Mais on avait trop attendu et trop discuté par avance. Dès que les feuilles de paie furent distribuées, au lieu d'aller s'engloutir au fond des portefeuilles, ainsi que l'avaient souhaité les chefs et la Direction, elles furent exhibées, comparées. On sut très vite qui avait été jugé « fidèle » et qui avait été reconnu « infidèle ». Ces derniers étaient d'ailleurs en minorité. En fait, ce n'était pas entre grévistes et non grévistes qu'était passée la ligne de partage, on avait simplement voulu « punir » les fortes têtes.

Ça n'a pas marché. En quelques heures (il restait peu de temps avant le départ en vacances) la solidarité s'est organisée, spontanément. Les sommes recueillies ont dans bien des cas compensé presque en totalité la perte subie. Et même là où elles restaient faibles, elles prenaient quand même valeur de symbole. La Direction avait voulu séparer les grévistes volontaires des grévistes empêchés. En versant à la collecte pour que tout le monde soit logé à la même enseigne, les mensuels se sont placés du même côté, ils ont revendiqué en bloc et après coup, la grève. Cela demandait quand même un certain courage, car c'était déjouer la manœuvre de la Direction et montrer fort peu de reconnaissance au chef qui vous avait pourtant désigné parmi les « bons ».

Voilà donc une opération psychologique ratée. Les mensuels sont restés solidaires et de leurs camarades et de la grève. La rentrée s'annonce bien chez Renault.

« Lutte Ouvrière »
est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

CHOMAGE : UN MAL ENTRETENU

ALORS que l'on insiste ces derniers temps sur la reprise économique, sur l'amélioration de la situation financière, la situation de l'emploi ne cesse d'empirer :

Une statistique du ministère des Affaires sociales indique qu'au 1er juillet les effectifs au travail dans l'industrie et le commerce, étaient de 2 % inférieurs à ceux de l'année précédente. L'enquête portait sur 7,5 millions de salariés ce qui correspond à une réduction de 150.000 emplois. Rappelons que le nombre total de salariés avoisine le double.

L'enquête mensuelle du même ministère des Affaires sociales faisait état pour la même période d'un accroissement des demandes d'emploi de 88 000, ce qui, avec le coefficient habituellement admis, donne 167 000 chômeurs supplémentaires par rapport à l'année dernière.

Le nombre total des chômeurs serait aujourd'hui de l'ordre de 540 000. Ce chiffre, s'il est faible par rapport à ce qui correspondrait à une période de crise, fait pourtant que le chômage est devenu la préoccupation économique numéro 1 des ouvriers.

D'abord parce que depuis un certain temps, dans un nombre croissant d'entreprises, planent des menaces de licenciements et de déclassements ; ensuite parce que dans les autres, les patrons sont plus exigeants sur le rendement, plus durs sur la discipline. La peur du chômage favorise les brimades et incite les ouvriers à « s'accrocher » à leur entreprise.

La suppression de la concurrence entre patrons pour la main-d'œuvre et son remplacement par la concurrence entre ouvriers, voilà ce à quoi rêvait depuis longtemps le patronat français. Le cinquième plan avait d'ailleurs fixé le chiffre de 600 000 chômeurs comme objectif, nous y sommes pratiquement maintenant. Mais cela ne fait que trois ans que le chômage a fait son apparition. Auparavant, les chiffres étaient négligeables et la concurrence entre patrons faisait augmenter les salaires sans luttes importantes.

Changer de patron, c'était, il y a quelques années, un moyen de « grimper » ou d'augmenter son salaire. Actuellement, changer c'est risquer de perdre sa qualification.

Voilà donc une situation de l'emploi qui est loin de déplaire au patronat et au gouvernement. Un chômage plus massif serait dangereux sur le plan social, mais à ce stade-là, avec les ASSEDIC, il n'y a pas de quoi rendre la classe ouvrière enragée, c'est du moins ce qu'ils escomptent.

C'est pourquoi il est peu probable que le gouvernement intervienne réellement pour faire résorber le chômage. Les allusions à la situation de l'emploi lors de la mise sur pied du nouveau budget ne sont pas destinées à porter remède à ce mal. Elles ne sont là que pour servir de prétexte à des subventions aux industriels pour stimuler les investissements, ou à faire réduire définitivement de 15 % la taxe sur les salaires, payée par les patrons. Une part des subventions nouvelles ira, bien sûr, à la création d'emplois nouveaux, mais l'autre, par la modernisation et l'accroissement de la productivité qu'elle entraînera, aura tendance à « libérer » de nouveaux bras.

Ce n'est pas en donnant de l'argent aux patrons qu'il faut chercher à régler les problèmes des ouvriers. Des solutions, nous en connaissons d'efficaces et d'immédiates :

Avec les 40 heures et la retraite à 60 ans, il n'y aurait, du jour au lendemain, plus un seul chômeur en France.

Cela figurait dans les revendications de la grève de mai-juin. Ce fut bradé avec le reste par les confédérations syndicales. Mais cela reste un objectif de la lutte des travailleurs.

La lecture des petites annonces...
Puis la queue au bureau de chômage. Leur nombre va s'accroître.

Citroën : A NOUVEAU LA RÉPRESSION

DEPUIS la reprise du travail les 27 et 28 août la répression s'est encore accentuée dans les usines du trust Citroën de la région parisienne.

Déjà avant le départ en vacances fin juillet, la direction Citroën avait clairement montré qu'elle était décidée à éliminer les séquelles de la grève de 5 semaines de mai-juin. La première mesure fut le licenciement, avec la bénédiction de l'inspection du travail, de 925 mensuels. Ce licenciement fut baptisé « collectif », mais comme par hasard la plupart des mensuels licenciés avaient participé activement à la grève avec les travailleurs horaires ; il y avait même parmi eux 1 délégué de la C.G.T. et 2 de la C.F.D.T. dont le sort en suspens est actuellement entre les mains du ministère des Affaires sociales. Puis peu de temps avant les vacances la D.S.T. vint arrêter à la sortie même de l'usine deux ouvriers espagnols qui furent reconduits à la frontière et expulsés. Un ouvrier algérien subit le même trairement et fut remis à la police de Boumediène. Dans le cas du licenciement collectif comme dans celui des expulsions les syndicats et en particulier la C.G.T., se contentèrent de « protester » au ministères des Affaires sociales et de l'Intérieur... sans aucun résultat évidemment.

Pour que les travailleurs horaires réagissent et empêchent ces mesures de répression il aurait fallu qu'ils aient gardé confiance dans la lutte. Or après l'amertume de la reprise ils purent voir que les syndicats n'étaient même pas prêts à organiser quoi que ce soit contre la récupération, problème qui tenait à cœur les ouvriers de Citroën. Mais liés par les accords de Grenelle qui reconnaissaient aux patrons le « principe » de la récupération, les syndicats se gardèrent bien de faire quoi que ce soit. Et le mouvement contre la récupération (1/2 heure tous les soirs) qui était parti en flèche dès la fin de la grève tombait rapidement à moins de 50 % peu de temps avant les vacances. Et c'est dans une atmosphère de désabusement que la direction Citroën pouvait se permettre ses coups bas.

Après la reprise du travail les choses se sont encore aggravées.

La direction engage actuellement 200 personnes par jour et il ne se passe pas une journée sans que plusieurs travailleurs soient licenciés sous des prétextes les plus futiles (retards, fautes professionnelles, absence injustifiée, etc.). D'autre part à la moindre faute les mises à pied et les mutations pleuvent. Ces mesures frappent systématiquement les ouvriers qui ont pris part à la grève et aussi, comme avant mai, les militants syndicaux. Le plan de la direction est simple : mettre à la porte tous les travailleurs qui ont fait grève, imposer silence aux autres et par l'embauche trouver un personnel « sain ». Ces méthodes ont fait leur preuve après la grève de 1952 ; elles se sont traduites par 16 ans de silence. Et actuellement elles commencent déjà à payer : beaucoup d'ouvriers combatifs donnent leur compte quand ils ne sont pas licenciés; le nombre de réfractaires à la récupération s'amenuise de jour en jour pour n'atteindre parfois plus que 1 ou 2 travailleurs par atelier ou par chaîne. La direction se permet même maintenant de retenir sur leur paye les sommes avancées conformément aux accords, aux travailleurs qui refusent encore de récupérer ce qui constitue une véritable amende sur salaire interdite par le Code du travail et de plus une violation des accords de Grenelle.

La C.G.T. qui n'a rien fait pendant la grève pour unir dans une même lutte horaires et mensuels, qui n'a rien fait après la grève pour organiser la non-récupération, en est réduite à reprendre par tracts les slogans archi-éculés d'avant la grève « ...grande vigilance... », « ...développons notre action... », etc., mots complètement vides pour les travailleurs qui ont pu juger au pied du mur leurs « représentants ». Tout dernièrement d'ailleurs la C.G.T. vient officiellement de décréter que le mouvement contre la récupération était définitivement clos et qu'elle s'en lavait les mains !

Quant à la C.F.D.T., elle est décidée à demander lors des discussions qui auront lieu avec le patron... en novembre « la mise en place de commissions élues par les travailleurs et ayant compétence pour toutes sanctions et licenciements » !

Comme on voit son « gauchisme » est limité.

Ainsi un peu plus de trois mois après que le sieur Krasucki, le sourire aux lèvres, soit venu imposer la reprise du travail aux ouvriers de Citroën la situation est presque redevenue ce qu'elle était avant mai.

L'appareil policier de Citroën, sorti intact de la grève, à repris toute sa morgue et de nouveau Citroën se permet toutes les brimades. Les syndicats se retrouvent dans la situation d'avant la grève face au patron, sauf que cette fois ils ont fait la preuve de leur incapacité devant les ouvriers. Et d'ores et déjà le patron le fait sentir aux militants syndicaux par des mises à pieds systématiques.

Il est certain que 16 ans de silence n'ont pas aboli la crainte dans les usines Citroën. Mais l'incapacité des syndicats à mener la grève et leur démission totale depuis sont pour beaucoup dans la situation actuelle.

Cependant rien n'est joué. Citroën croyait avoir fait de ses usines un ghetto. Les événements de mai-juin lui ont prouvé le contraire. A l'échelon national tous les problèmes restent posés et si une vague de grèves se développe toutes les mesures répressives de Citroën seraient inutiles. Et cette fois il est probable que les travailleurs de Citroën sauront se passer des bureaucrates syndicaux pour forcer Bercot à plier.

Répression patronale à la SEV-MARCHAL à Issy-les-Moulineaux

QUELQUES semaines après la fin de la grève, le patronat a repris l'offensive à la S.E.V. Dès avant les congés d'août, la Direction procédait à des diminutions d'horaires dans plusieurs ateliers de professionnels et au bureau de dessin, annulant ainsi l'augmentation obtenue par la grève, tandis qu'elle allongeait l'horaire à l'atelier des allumeurs. Puis elle annonçait à la veille du départ en vacances un licenciement collectif de 38 travailleurs, en majorité mensuels, pour le 9 septembre.

Parmi les 38 licenciés, on compte plus d'une trentaine de grévistes, parmi eux deux délégués C.F.D.T., dont le responsable C.F.D.T., trois anciens délégués C.G.T. et de nombreux syndiqués et militants actifs.

La direction n'a pas digéré la grève de mai-juin et l'occupation de l'usine par les travailleurs, qui s'est prolongée pendant près de six semaines. Et elle a choisi de frapper, dès que possible, sous le couvert d'une « réorganisation » et de suppression de postes.

Craignant une riposte des travailleurs, elle a pris ses précautions en n'annonçant les licenciements qu'à la veille des vacances, cette période étant propice à ce que cette opération répressive se passe en douceur.

L'inspection du travail a donné son accord à part quelques cas litigieux en suspens.

Au retour des vacances, les syndicats ont tenté d'organiser une riposte, mais une centaine de personnes seulement ont participé au débrayage d'une heure le vendredi 6 septembre et assisté au meeting d'information qui s'est tenu dans la cour.

Dans certains ateliers, les portes avaient été fermées pour empêcher les ouvrières de descendre. Le chantage à la peur du licenciement a joué et les travailleurs, cédant aux multiples pressions — passage dans les ateliers des chefs de département et des directeurs au moment du débrayage, par exemple — ont préféré ne pas s'exposer à la répression.

Voilà à quelle situation, les dirigeants traîtres des Confédérations syndicales ont amené les travailleurs et leurs propres militants, en bradant un mouvement qui permettait au contraire tous les espoirs.

Mais la force des travailleurs reste malgré tout intacte. Il ne leur manque que l'espoir. Cet espoir, ce sont les dirigeants syndicaux qui l'ont tué.

Il renaîtra à coup sûr, dès que les travailleurs prendront conscience du fait que ces dirigeants ne représentent qu'eux-mêmes. Et malgré tout, cette conscience progresse.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE
54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !
TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :
Michel RODINSON
C.C.P. Paris 6851-10

Huey P. Newton, un des dirigeants des « Panthères Noires ». (Photo « The Black Panther »).

AUX U.S.A.

Le procès des "Panthères Noires"

A New York, la semaine dernière, les militants du Parti des Panthères noires comparaissaient devant le tribunal de la cour criminelle de Brooklyn. Ils étaient attaqués en plein tribunal par 150 flics en tenue civile qui avaient décidé de « faire justice » eux-mêmes. Bien entendu, les policiers ont pu quitter les lieux sans être inquiétés. Les militants des Panthères noires sont, eux, accusés de « violences à agents » !

Depuis leur création, il y a deux ans en Californie, les Panthères noires ont été soumis à d'incessantes attaques politicières, provocations, coups montés.

Les autorités ne pouvaient admettre ce groupe décidé à faire respecter les Noirs dans les ghettos. S'appuyant sur la loi qui permet le port d'armes, les « Panthères » armées, organisés en patrouilles, se mirent à surveiller les policiers en service en respectant les distances légales. Dès lors les violences contre la population noire diminuèrent dans Oakland (ville limitrophe de San Francisco), mais toute la répression policière se concentra contre les Panthères. Descentes aux domiciles sans mandats de perquisition, arrestations pour « résistance à agents », pour « tentative de meurtre », pour « atteinte à la sécurité de l'Etat », et surtout provocations dans les rues pour acculer les « Panthères » à se servir de leurs armes et les abattre en « légitime défense ».

C'est ainsi qu'au mois d'avril dernier, une patrouille de police attaqua trois voitures de « Panthères » (qui ne se déplacent jamais seuls la nuit), et les pourchassa dans Oakland. Réfugiés dans le sous-sol d'une maison, le président du parti et un jeune militant de 17 ans résistèrent aux « pigs » (flics) assistés de renforts qui tiraient de tous côtés, lançaient des grenades et finalement mirent le feu au bâtiment. Alors qu'ils se rendaient, le jeune de 17 ans fut abattu.

Au mois d'août, trois « Panthères » furent tués lors d'une provocation policière à Los Angeles.

A New York, la police est sur les dents depuis la création récente d'un groupe de Panthères Noires dans le ghetto de Bedford Stuyevsant à Brooklyn, le plus grand ghetto de la ville. Les flics attaquèrent un meeting début août et procédèrent à plusieurs arrestations. Le lendemain, deux policiers tombaient dans une embuscade à Brooklyn et le bruit courut que deux badges des Panthères Noires avaient été trouvés sur les lieux, ce qui fut démenti par la suite. Mais si cette provocation n'a pas réussi, d'autres ne manqueront pas de suivre, les policiers new yorkais étant bien décidés à se comporter comme leurs homologues californiens.

Actuellement se déroule à Oakland le procès d'un des dirigeants des Panthères, Huey P. Newton.

Il fut arrêté en voiture le 18 octobre dernier par deux policiers. Une fusillade s'ensuivit, Newton fut blessé et l'un des policiers fut tué. Accusé d'avoir tué le policier, alors qu'aucune preuve n'a pu être établie contre lui, Newton encourt la peine capitale : la chambre à gaz.

Ce qui est en cause dans ce procès, ce n'est pas tant de savoir ce qui s'est passé exactement le 28 octobre 67. Ce qui est en cause, c'est le droit des Noirs à la survie, et plus particulièrement des militants noirs.

Car comment est-il possible aux U.S.A. d'être Noir et de ne pas risquer tous les jours d'être condamné pour meurtre quand la police assassine à tous les coins de rue ?

Ce procès est un procès politique dont la seule issue doit être la « LIBERTE IMMEDIATE POUR HUEY P. NEWTON ».

« ...pendant des années la police a joué dans les ghettos noirs un rôle provocateur. Brutaux à souhait, de nombreux policiers se comportent dans les ghettos comme de véritables « occupants » harcelant comme à plaisir les habitants et souvent les rançonnant.

C'est ce que confirment les conclusions d'une enquête menée par le gouvernement fédéral auprès des policiers de Washington, de Boston et de Chicago, chargés du maintien de l'ordre dans les getthos de ces trois villes. Cette enquête, menée par l'Université du Michigan, pour le compte du ministère de la Justice, révèle ni plus ni moins que « 27 % des policiers concernés ont été surpris en flagrant délit d'abus de pouvoir ou ont reconnu s'être livrés à de telles pratiques » (New York Times, 5 juillet 68). Parmi ces pratiques, outre celle du « pot de vin » sous toutes ses formes, figure en bonne place l'habitude de porter toujours sur soi un couteau ou bien un second revolver qui sera placé dans la main de tout Noir tué au cours d'une opération, pour faire accréditer la thèse de la légitime défense... » (Le Monde, 7 sept. 1968).

Mais quand les noirs se défendent, s'ils ne sont pas abattus sur place, c'est très légalement qu'on les conduit à la chambre à gaz.

Répression DU MOUVEMENT ETUDIANT en Côte-d'Ivoire

Nous avons reçu de correspondants ivoiriens une lettre et une résolution dont nous extrayons les passages suivants :

« Si le mouvement de contestation des étudiants n'a pas manqué d'attirer l'attention mondiale avec plus ou moins d'intérêt, il en est un en tout cas qui est resté inaperçu : c'est celui des étudiants de Côte-d'Ivoire.

En effet, à l'issue du 4e Congrès annuel de l'Union Nationale des étudiants et élèves de Côte-d'Ivoire (U.N.E.C.I.) du 17 au 20 juillet, les étudiants, ont exprimé leur volonté de s'organiser démocratiquement en syndicat autonome (décision de création de sections, décision de se donner des dirigeants choisis par eux) ; Le gouvernement a toujours voulu avoir (et il a réussi en partie) des organisations de travailleurs dociles et des mouvements de jeunesse ben-i oui-oui pour faire croire à l'opinion internationale qu'il y a une adhésion totale à la politique du régime.

Pour briser les aspirations légitimes des masses populaires et des étudiants, les autorités ont ordonné :

1) La suppression du Congrès,
2) La dissolution de l'U.N.E.C.I.,
3) La dispersion des étudiants par l'armée,
4- L'arrestation de plusieurs étudiants internés dans le camp disciplinaire d'Akoedo.

Dans un contexte politique policier aussi flagrant, il est du devoir des étudiants de Côte-d'Ivoire d'attirer l'attention des organisations démocratiques étrangères et de l'opinion internationale sur les méthodes de répression qu'utilise le gouvernement ivoirien.

Les étudiants ivoiriens ont adopté une résolution qui conclut :

« Face à cette situation, les sous-sections de France de l'U.N.E.C.I. réunies en Assemblée Générale extraordinaire le 31 juillet 1968 avaient :

— Affirmé leur entière solidarité avec les étudiants et élèves arrêtés,

— Exigé la libération immédiate et inconditionnelle de tous les étudiants et élèves arrêtés.

Les sous-sections de France de l'U.N.E.C.I. réunies en Assemblée Générale les 24-25 août 1968, constatant la non-libération des camarades arrêtés :

— Réaffirment leur solidarité avec les étudiants et élèves arrêtés,

— Exigent la libération immédiate et inconditionnelle de tous les camarades arrêtés,

— demandent aux camarades militants de l'U.N.E.C.I. d'être vigilants pour faire échec à toutes méthodes d'intimidation et de division,

— Affirment leur solidarité militante avec les syndicats des travailleurs de Côte d'Ivoire dans leur juste lutte de revendication,

— Attirent l'attention des organisations démocratiques étrangères sur les méthodes de répression qu'utilise le gouvernement ivoirien. »

Adopté à l'unanimité.

LUTTE OUVRIÈRE

Directeur Publication
Michel Rodinson

Abonnements :
6 mois .... 15 F
1 an ..... 25 F

Abonnements de soutien :
6 mois .... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :
M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P.

Imprimerie MORIAME - Paris

"VIETNAM G.I."

LA FEUILLE DU SOLDAT AMÉRICAIN AU VIETNAM

Photo parue dans le n° de mars de « Viet-Nam GI » avec la légende de suivante :
Cette photo montre exactement ce que l'armée veut faire de vous au Viet-Nam. Nous imprimons cette image, non pour dénigrer les GI, mais plutôt pour montrer que l'armée peut réellement vous rendre dingue, si vous la laissez faire.
Vous pouvez essayer de faire en sorte que cela n'ait été qu'une exception, ou vous pouvez devenir un cinglé comme les gars de la photo, qui perpétuent ce genre de saloperie. A vous de choisir.

« Vietnam GI » est un journal qui circule parmi les soldats américains actuellement au Vietnam, et ceux qui sont stationnés aux U.S.A., en attendant leur prochain départ.

Composé principalement d'interviews, de courrier de lecteurs, de témoignages, il dénonce les conditions dans lesquelles on oblige les GI à se battre : depuis l'officier, en quête de médailles, qui envoie ses troupes là où elles n'ont que peu de chances de revenir, jusqu'aux « erreurs » de Westmoreland qui parla d'abord d'une « offensive » sur Khe Sanh, jusqu'au jour où il apprit que pour un soldat américain, il y en avait au moins quatre Nord-Vietnamiens ; alors il parla de « défensive », avec la même conviction.. mais sans dire aux GI dans quelle situation ils se trouvaient.

On y voit également de nombreux témoignages sur la police militaire, sur les camps d'entrainement, où il n'est pas rare de voir des recrues tomber malades, puis mourir de n'avoir pas été soignées : l'entrainement avant tout !

« Vienam GI » n'est pas vraiment un journal « politique » en ce sens qu'il se contente presque uniquement de publier ces différents témoignages. Ses prises de positions se limitent à dénoncer une guerre inutile, et ses conséquences, les impôts supplémentaires, le blocage des salaires, Mais cela est déjà beaucoup, face à l'immense propagande gouvernementale qui voudrait faire voir la situation en rose.

Les GI qui écrivent ne sont pas forcément de gauche, bien souvent ils ne font pas de politique, et parfois même parlent de l'aide de dieu dans leurs lettres. Mais tous sont unanimes à proclamer qu'ils ne veulent pas de cette guerre et qu'ils enverraient volontiers les « intérêts américains » au 500 diables.

Les déclarations de tous ces GI valent certainement bien plus que n'importe quel article contre la guerre du Vietnam. L'existence d'un journal tel que « Vietnam GI », diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires parmi les soldats, ainsi que le succès qu'il y rencontre, montre le mécontentement grandissant des soldats américains, et contribue certainement à répandre chez eux le sentiment qu'ils n'ont rien à faire au Vietnam.